



## Assemblée générale

Distr. générale  
6 février 1998  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-deuxième session

Points 137 et 143 de l'ordre du jour

### **Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994**

### **Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne**

#### **Note du Secrétaire général**

1. Conformément à la résolution 50/213 C de l'Assemblée générale, en date du 7 juin 1996, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée le rapport ci-joint, que lui a adressé le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne au sujet de la suite donnée aux recommandations résultant de l'audit et de l'inspection du Tribunal criminel international pour le Rwanda effectués en 1997.
2. Le Secrétaire général prend note des conclusions et souscrit, de façon générale, aux recommandations, étant entendu que celles qui ont trait aux questions de personnel feront l'objet d'un examen plus approfondi.

## **Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur la suite donnée aux recommandations résultant de l'audit et de l'inspection du Tribunal criminel international pour le Rwanda, effectués en 1997**

### *Résumé*

Le présent rapport rend compte à l'Assemblée générale des principales conclusions de l'examen, par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), de la suite donnée au rapport sur le Tribunal criminel international pour le Rwanda qui a été soumis à l'Assemblée le 6 février 1997 (A/51/789). Des améliorations ont été observées pratiquement dans tous les domaines examinés par l'équipe d'enquêteurs et d'auditeurs. S'agissant des secteurs administratifs dans lesquels l'équipe avait détecté des problèmes chroniques ou récents, le nouveau Greffier et le nouveau chef de l'administration ont fait savoir qu'ils prenaient actuellement des dispositions pour les résoudre.

En outre, l'équipe note que le Bureau du Procureur à Kigali a recruté un nouveau Procureur adjoint, qui a contribué, par ses qualités d'organisateur, à améliorer considérablement le fonctionnement de ce Bureau. Les rapports entre le Greffe et les deux autres organes du Tribunal – les Chambres et le Bureau du Procureur – se sont également améliorés de l'avis de toutes les parties. Cette amélioration du climat entre le Greffe et le Bureau du Procureur a contribué au succès du projet NAKI (Nairobi-Kigali) qui a abouti à l'arrestation de sept suspects importants. On compte actuellement 23 détenus placés sous la garde du Tribunal. Celui-ci dispose de deux salles d'audience, ce qui permet la tenue simultanée de deux procès.

Par ailleurs, les services compétents du Secrétariat, notamment le Département de la gestion et le Bureau des affaires juridiques, ont pris les mesures volontaristes requises pour aider le Tribunal à réaliser les objectifs fixés par le Conseil de sécurité et assurer son bon fonctionnement. Les efforts qu'ils ont déployés à cet égard n'ont pas peu contribué aux changements signalés dans le présent rapport. En fait, les principales recommandations du rapport précédent ont été appliquées pour la plupart, ou sont en cours d'application. Un bilan détaillé de la mise en oeuvre des recommandations du Bureau des services de contrôle interne a été présenté aux responsables du Tribunal et aux services compétents du Secrétariat.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–5	5
II. Évaluation globale .....	6–7	5
III. Le Greffe .....	8–95	6
A. Finances .....	10–19	6
1. Système de comptabilité .....	12	6
2. Gestion de trésorerie .....	13–14	7
3. Compte d’avances temporaires pour les achats .....	15–16	7
4. Recouvrement d’avances de traitement .....	17	7
5. États de paie .....	18	8
6. Remboursement des dépenses liées à l’utilisation du téléphone et des télécopieurs à des fins personnelles .....	19	8
B. Personnel .....	20–29	8
1. Recrutement .....	22–26	8
2. Voyages .....	27–29	9
C. Gestion des actifs .....	30–38	9
1. Inventaire .....	30	9
2. Biens durables .....	31	10
3. Gestion des véhicules .....	32–36	10
4. Contributions en nature .....	37–38	10
D. Achats .....	39–45	11
E. Gestion des bâtiments et travaux de construction .....	46–56	12
1. Chambres .....	46–48	12
2. Lieux de détention .....	49–51	12
3. Location de locaux .....	52–56	12
F. Section de l’aide aux victimes et aux témoins .....	57–62	13
G. Sécurité .....	63–72	14
1. Arusha .....	65–68	14
2. Kigali .....	69–72	15
H. Fonctionnement du Fonds d’affectation spéciale .....	73–79	15
I. Questions administratives concernant les conseils de la défense .....	80–86	16
J. Section de la presse et de l’information .....	87–88	17
K. Observations générales du Greffier .....	89–95	17

---

IV.	Le Bureau du Procureur .....	96–100	19
A.	Autorité .....	97–99	19
B.	Effectifs .....	100	20
V.	Les Chambres .....	101–105	20
VI.	Conclusions .....	106–108	20
VII.	Recommandations au Tribunal .....	109–117	21
Annexes			
	État de l'application des recommandations relatives au Tribunal criminel international pour le Rwanda formulées par le Bureau des services de contrôle interne dans le document A/51/789 .....		23

## I. Introduction

1. Par sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, le Conseil de sécurité a adopté le statut portant création du Tribunal criminel international pour le Rwanda. Le Tribunal est chargé de poursuivre et de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994. Trois organes distincts ont été créés : les Chambres, dirigées par le Président du Tribunal; le Greffe, dirigé par le Greffier et qui, comme les Chambres, est sis à Arusha (République-Unie de Tanzanie); et le Bureau du Procureur, dirigé par le Procureur, qui est aussi Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, sis à Kigali. En vertu des pouvoirs que lui confère son statut, le Tribunal a adopté le Règlement de procédure et de preuve le 5 juillet 1996 et l'a modifié le 6 juin 1997.

2. Les crédits alloués au Tribunal pour 1997 s'élevaient à 41,5 millions de dollars (montant brut). Pour 1998, le Greffier a proposé un budget de 65,3 millions de dollars (montant brut). Le Tribunal dispose également d'un fonds d'affectation spéciale, créé en novembre 1994, qui constitue une source de financement complémentaire pour ses activités; les contributions en espèces s'élevaient à 7,4 millions de dollars en octobre 1997. Les contributions en nature apportées par des États Membres, essentiellement sous forme de personnel détaché et d'équipements, et qui figurent dans l'inventaire des ressources du Tribunal, n'ont pas encore été évaluées.

3. En février 1997, le Secrétaire général a transmis à l'Assemblée générale le rapport établi par le Bureau des services de contrôle interne sur l'audit et l'inspection du Tribunal (A/51/789). Ce rapport contenait les conclusions et recommandations résultant de l'examen qui avait été effectué en octobre et en novembre 1996 par une équipe mixte du Bureau des services de contrôle interne, composée d'auditeurs et d'enquêteurs. Comme il était prévu dans le rapport, le Bureau a procédé à un nouvel examen du fonctionnement du Tribunal entre septembre et octobre 1997 afin de déterminer si les problèmes qu'il avait relevés étaient résolus ou en passe d'être résolus et si ses 26 recommandations avaient été appliquées (voir annexe). Les données ont été recueillies à Arusha, à Kigali, à La Haye et à New York. La structure du présent rapport est calquée sur celle du rapport précédent pour faciliter les comparaisons. Les nouvelles questions portées à l'attention du Bureau dans le cadre de l'examen actuel sont également mentionnées.

4. Les principales conclusions de l'examen sont exposées ci-dessous; un compte rendu complet et détaillé a été présenté au Greffier et au Chef de l'administration. En outre, le Président du Tribunal et le Procureur ont été informés des conclusions relatives à leurs domaines de compétence respectifs. Une version préliminaire du présent rapport a été distribuée à titre confidentiel, le 26 novembre 1997, pour observations, à cinq interlocuteurs clefs représentant des départements ou des bureaux qui étaient directement visés : en ce qui concerne le Tribunal, au Président (qui a répondu par l'intermédiaire du Vice-Président Ostrovsky, le 5 décembre 1997), au Procureur (qui a répondu le 11 décembre 1997) et au Greffier (qui a répondu le 2 janvier 1998); en ce qui concerne le Secrétariat, au Secrétaire général adjoint à la gestion (qui a répondu le 2 décembre 1997) et au Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique (qui a répondu le 10 décembre 1997).

5. *Le Procureur et le Procureur adjoint ont déclaré que le rapport donnait une image fidèle des problèmes que le Bureau du Procureur rencontrait. Le Vice-Président du Tribunal a confirmé la justesse des conclusions du rapport en ce qui concerne les Chambres, mais a souligné qu'il restait beaucoup à faire sur le plan de l'aide fournie aux juges. On trouvera les observations formulées par le Greffier sur des questions particulières dans les sections correspondantes du présent rapport. Les observations générales qu'il a faites au sujet de l'examen figurent à la fin du chapitre consacré au Greffe.*

## II. Évaluation globale

6. Des changements importants se sont produits au Tribunal depuis l'examen auquel le Bureau des services de contrôle interne avait procédé en 1997. D'une part, la nouvelle attitude observée au sein du Greffe a eu un effet positif sur les relations entre les Chambres et le Bureau du Procureur qui sont devenues plus cordiales; d'autre part, l'assistance fournie par le Secrétariat, et plus particulièrement par le Département de la gestion et le Bureau des affaires juridiques, a permis d'améliorer sensiblement le fonctionnement du Tribunal. Le rôle et les fonctions du Greffe ont été précisés à la lumière des avis émis par le Bureau des affaires juridiques. Le Président du Tribunal, le Procureur et le Greffier se rencontrent régulièrement et définissent des modalités de collaboration. Avec le concours de hauts fonctionnaires du Greffe, notamment le nouveau Greffier, et des autorités de police à Nairobi (Kenya), le Bureau du Procureur, stimulé par la nouvelle direction en place à Kigali, a mené une opération efficace [Projet NAKI (Nairobi-Kigali)]

qui a abouti à l'arrestation de sept suspects importants, portant ainsi à 23 le nombre total de personnes détenues par le Tribunal. Deux salles d'audience sont utilisées et les procès se déroulent simultanément. Les interactions entre le personnel des deux tribunaux se sont considérablement renforcées, ce qui permet de partager les avantages liés à des activités de formation, conférences et réunions communes et à un dialogue permanent sur les questions d'intérêt mutuel.

7. Au cours des six derniers mois, les nouveaux responsables du Tribunal ont introduit des améliorations considérables dans son fonctionnement. Il reste toutefois plusieurs domaines auxquels le Greffe doit encore prêter attention et le Secrétariat, notamment le Département de la gestion, doit continuer de fournir une assistance et des conseils pour permettre au Greffe de mettre pleinement en oeuvre les innovations qui s'imposent dans ces domaines.

### III. Le Greffe

8. Le Secrétaire général a nommé un nouveau Greffier à compter du 1er mars 1997. En outre, le Greffe a recruté de nouveaux titulaires pour les postes de chef de l'administration, de chef de la Section des finances et de chef du personnel. Ces fonctionnaires exerçaient antérieurement d'autres fonctions à l'Organisation; le Greffier, le Chef de la Section des finances et le Chef du personnel étaient des hauts fonctionnaires du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat). Le Chef de l'administration occupait tout récemment un poste à la Division de la planification des programmes et du budget, au Siège de l'Organisation. Les rapports émanant des deux Chambres et du Bureau du Procureur confirment l'existence d'un nouvel état d'esprit au Greffe.

9. Le Greffier a fait savoir au Bureau des services de contrôle interne qu'il assumait deux fonctions : fournir des services aux deux autres organes du Tribunal et gérer un bureau rattaché à l'ONU en tant que représentant du Secrétaire général, en veillant à ce que le Tribunal exécute le mandat défini par le Conseil de sécurité et applique les règlements en vigueur. L'équipe a conclu que le Greffier avait bien rempli la première fonction en rendant le Greffe plus attentif aux besoins des Chambres et du Bureau du Procureur. S'agissant de la deuxième fonction, des améliorations avaient été constatées. Pourtant, dans certains domaines, l'équipe a relevé des défauts et des tendances qu'il fallait rectifier. Le Greffier a donné au Bureau l'assurance que les mesures correctives jugées nécessaires pour les domaines d'activité du Greffe, où l'on avait relevé des carences ou dans lesquels les recommandations antérieures du Bureau n'avaient pas été

intégralement appliquées, seraient prises avant la fin de l'année 1997.

#### A. Finances

10. Les finances étaient l'un des secteurs où le Bureau des services de contrôle interne avait relevé des points faibles particulièrement préoccupants, lors de son examen antérieur. Parmi ceux-ci figuraient notamment l'absence d'informations financières sur la comptabilité du Tribunal et la pratique courante qui consistait à manipuler et à transporter des sommes importantes en espèces.

11. L'une des principales responsabilités qui incombent à la Section des finances est de soumettre des rapports financiers précis à l'administration. On a observé des progrès appréciables mais la Section n'est cependant pas en mesure d'assumer pleinement cette responsabilité car le traitement de certaines dépenses et le service de la paie pour les fonctionnaires internationaux sont assurés par le Secrétariat, au Siège. Le Secrétariat a enregistré des retards dans la présentation des comptes pour les 12 premiers mois de l'exercice biennal 1996-1997 en raison de difficultés liées à l'utilisation du Système intégré de gestion (SIG). Le Greffe n'avait donc pas reçu de rapports financiers consolidés.

##### 1. Système de comptabilité

12. Les données financières recueillies par le Greffe ont été complétées et actualisées avec l'assistance du Département de la gestion. Le nouveau chef de la Section des finances a néanmoins décidé d'introduire un système de comptabilité UNIX à compter du 1er janvier 1998. Ce système de comptabilité est également utilisé par l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN). Le Chef de la Section des finances a informé le Bureau des services de contrôle interne que le système de comptabilité SUN ne lui semblait plus être adapté aux besoins du Tribunal. Au moment où le Bureau effectuait la présente étude, le Greffe avait déjà investi des ressources humaines et financières considérables dans le système UNIX (environ 100 000 dollars pour le matériel et le logiciel) sans avoir sollicité ou obtenu l'autorisation du Contrôleur pour le mettre en place. Le Contrôleur n'a été consulté qu'après la visite sur le terrain, alors qu'on avait déjà commencé à utiliser le nouveau système en parallèle avec le système SUN en place. Le système UNIX est ancien et très complexe; il nécessite des contrôles manuels et les coûts d'entretien sont élevés. Les vérifications de comptes auxquelles le Bureau a procédé à l'ONUN, où le système UNIX est toujours en usage, a fait apparaître des insuffisances dans les mécanismes de contrôle interne. Le Greffe en a été avisé. En tout état de

cause, le Greffe aurait dû consulter le Contrôleur et solliciter son autorisation avant de prendre toute initiative ayant des incidences financières.

## **2. Gestion de trésorerie**

13. L'examen de la gestion du fonds de caisse a révélé des progrès sensibles, notamment en ce qui concerne le volume effectif des liquidités gérées par les caissiers aussi bien à Arusha qu'à Kigali. Par exemple, le volume des liquidités à Arusha a été ramené de plus de 300 000 dollars (chiffre indiqué précédemment) à un montant maximum de 15 667 dollars en septembre 1997, pour les trois comptes d'avances temporaires. Le Greffe a également pris des mesures correctives pour payer les traitements des fonctionnaires par l'intermédiaire des banques au lieu de recourir au fonds de caisse, réduisant par là même les risques associés à la gestion des liquidités.

14. Le Tribunal gère six comptes bancaires, deux à Kigali (pour les montants libellés en dollars des États-Unis et en francs rwandais), deux à Arusha (pour les montants libellés en dollars et en shillings tanzaniens), un à New York en dollars et un à Nairobi en shillings kényens. Le Greffe établit régulièrement des rapprochements pour ces comptes.

## **3. Compte d'avances temporaires pour les achats**

15. Le Bureau a évalué le compte d'avances temporaires, sur lequel on était autorisé à effectuer des prélèvements à concurrence de 10 000 dollars pour l'achat de fournitures indispensables destinées au bureau de Kigali. Les fonds étaient commis à la garde de l'assistant financier dont l'honnêteté avait été mise en doute dans le rapport précédent du Bureau (A/51/789, annexe). Celui-ci a géré le compte de mai à août 1997. Le Chef de la Section des finances a ramené ultérieurement ce montant à 3 000 dollars et a transféré la garde des fonds au caissier du bureau de Kigali, le 17 septembre 1997. Cette décision était motivée par les questions qui étaient soulevées dans le rapport susmentionné au sujet du gardien.

16. Entre le 1er juin et le 25 août 1997, le gardien a imputé des dépenses d'un montant de 57 700 dollars sur le compte d'avances temporaires pour l'achat de biens et de services. L'utilisation de ce compte était autorisée pour répondre à des besoins qui n'avaient pas fait l'objet d'un classement par ordre de priorité parce que leur volume était relativement important et que le bureau de Kigali était resté inoccupé pendant une longue période. Par ailleurs, on n'avait pas établi de procédures de contrôle adéquates pour son fonctionnement. Le Bureau a constaté que les fonctions n'étaient pas séparées; l'assistant financier était le seul gardien désigné

pour le compte et il certifiait souvent la réception de biens ou de services. Durant cette période, il a également effectué des paiements aux fournisseurs, soit directement, soit à la suite de demandes de fourniture de biens ou de services formulées par le personnel. Il a affirmé que deux autres fonctionnaires intervenaient dans la réception des marchandises et qu'ils étaient chargés d'établir des bordereaux de réception et des rapports d'inspection, mais cela n'était pas vrai dans tous les cas. La façon dont la comptabilité était tenue ne permettait pas de retrouver tous les éléments nécessaires à la vérification et il n'a donc pas été possible de contrôler tous les achats. À plusieurs reprises, des fonds avaient été décaissés mais les bordereaux de réception et d'inspection n'avaient pas été établis, lacune très grave non seulement parce qu'elle contrevenait aux procédures d'achat en vigueur à l'Organisation des Nations Unies mais aussi parce que des dépenses ont peut-être été engagées sans que les marchandises aient été effectivement réceptionnées. Étant donné que le coffre-fort n'était pas accessible dans le bureau du gardien durant les deux visites, le Bureau n'a pas pu vérifier si les fonds précédemment non comptabilisés se trouvaient dans le coffre-fort ou s'ils avaient été correctement dépensés.

## **4. Recouvrement d'avances de traitement**

17. Le Greffe a signalé au Bureau que des sommes importantes correspondant à des avances de traitement et à des avances sur frais de voyage avaient été recouvrées. Il restait un montant total de 77 000 dollars à recouvrer depuis 1996. Les sommes étaient dues, en majeure partie, par des fonctionnaires qui avaient quitté l'Organisation. Par ailleurs, conformément à la recommandation qui figurait dans le rapport précédent, des trop-perçus d'un montant total de 24 280 dollars, au 30 novembre 1996, correspondant à des avances de traitement et à des prestations qui avaient été versées deux fois, avaient été recouvrés auprès de l'ancien assistant financier. Néanmoins, alors que le Bureau avait précédemment recommandé de ne pas renouveler le contrat de ce fonctionnaire en raison du manque d'honnêteté dont il avait fait preuve, le contrat en question a été de nouveau prorogé jusqu'au 30 juin 1998.

## **5. États de paie**

18. Les traitements des fonctionnaires internationaux étaient payés et gérés par le Siège de l'Organisation. Des retards dans l'inscription des fonctionnaires sur les états de paie et dans le versement des indemnités d'affectation et des indemnités pour frais d'études ont été constatés mais, dans bien des cas, ils étaient imputables aux problèmes liés au SIG et à la lenteur des formalités accomplies par le Bureau de la gestion des ressources humaines. Le Greffe prévoyait de

transférer toutes les fonctions afférentes aux états de paie du personnel du Tribunal à Arusha pour éliminer bon nombre de ces retards. Le Bureau a également remarqué que des fonctionnaires travaillaient parfois sans contrat et qu'ils ne figuraient pas dans les états de paie. Le Greffe avait commencé à gérer les états de paie pour les agents des services généraux recrutés localement en utilisant une version adaptée du système qui est actuellement en usage à l'Office des Nations Unies à Nairobi. Le Bureau des services de contrôle interne a toutefois constaté que ce système ne comportait pas de contrôles intrinsèques, ce qui réduisait sa fiabilité car il faisait appel à l'ancien logiciel dBase. Le Chef de la Section des finances a informé le Bureau qu'on recrutait actuellement les informaticiens possédant les compétences requises pour apporter de nouvelles améliorations au système des états de paie et que, d'après les prévisions, ce système fonctionnerait en parallèle avec celui qui était utilisé au Siège d'ici à la fin de 1997.

#### **6. Remboursement des dépenses liées à l'utilisation du téléphone et des télécopieurs à des fins personnelles**

19. Les bureaux d'Arusha et de Kigali avaient mis en place des systèmes pour assurer le remboursement au Tribunal des dépenses encourues par les fonctionnaires qui utilisent le téléphone et des télécopieurs à des fins personnelles. En examinant ces dépenses, le Bureau a constaté que les factures à payer s'élevaient à 128 000 dollars pour les deux bureaux en août 1997. Sur ce total, un montant de 83 000 dollars (soit 65 %) devait être recouvré auprès de fonctionnaires en activité et 45 000 dollars (soit 35 %) devaient être réglés par des anciens fonctionnaires.

### **B. Personnel**

20. La situation en matière de personnel s'est également améliorée. À cet égard, la contribution du Département de la gestion a été appréciable et importante. La plupart des recommandations formulées dans ce domaine par le Bureau ont été appliquées, notamment celle relative au recrutement de candidats maîtrisant à la fois l'anglais et le français. Le Greffe s'attache à recruter du personnel ayant une expérience en matière de procédure pénale, afin de pallier le manque d'expérience du personnel d'encadrement des Chambres. Le Greffe avait sélectionné un candidat pour le poste de Greffier adjoint; le candidat en question n'ayant pas pris ses fonctions, le Greffe a dû annuler l'offre de recrutement et reprendre le processus de sélection à zéro. D'après le Greffier, trois candidats ayant une expérience de la gestion des tribunaux

devaient être interviewés au cours des prochaines semaines; un candidat serait sélectionné parmi eux, en consultation avec le Président du Tribunal.

21. Selon la pratique actuelle, aucun candidat n'est recruté au Tribunal sans l'accord préalable du Greffier. Le 30 septembre 1997, le Greffe a reçu une délégation de pouvoir du Bureau de la gestion des ressources humaines pour la période du 1er octobre 1997 au 30 septembre 1998. Un comité des nominations et des promotions, un organe subsidiaire des nominations et des promotions, une commission paritaire de recours et d'autres groupes d'examen des décisions administratives ont été créés. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a indiqué au BSCI que le processus de recrutement était très lent, et s'est engagé à continuer de suivre les activités du Tribunal et de fournir une assistance et des services de formation.

#### **1. Recrutement**

22. La constatation la plus préoccupante en matière de gestion du personnel est que les procédures de recrutement en vigueur à l'Organisation des Nations Unies n'ont pas toujours été respectées en 1997. Le Bureau des services de contrôle interne a relevé des incohérences en ce qui concerne le niveau de recrutement des administrateurs et des agents du Service mobile. Le Bureau a constaté, par exemple, que quatre enquêteurs du Bureau du Procureur ayant une expérience pratiquement identique dans des services de police, mais n'étant pas titulaires d'un diplôme universitaire, avaient été engagés à des niveaux très différents, de la classe P-5 à la classe FS-4 en passant par la classe P-3. Dans la Section des services linguistiques et services de conférence, certains traducteurs en provenance d'un pays avaient été recrutés à la classe P-4, tandis que des fonctionnaires d'autres pays ayant une formation et une expérience professionnelle analogues avaient été recrutés à la classe P-3. D'importantes disparités avaient également été constatées en ce qui concerne la nomination à des postes d'administrateur de candidats titulaires de diplômes de droit. Une fonctionnaire du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a été recrutée au poste de Conseiller auprès du Greffier pour les questions concernant les femmes, alors qu'aucun avis de vacance de poste n'avait été publié.

23. *Selon le Greffier, le Tribunal n'est pas tenu de publier des avis de vacance de poste. Il est possible d'atteindre l'objectif poursuivi par cette procédure en tenant un fichier exhaustif de candidats. Le Greffier prétend que, dans le cas du poste de Conseiller pour les questions concernant les femmes, le Tribunal a fait des économies en recrutant une*



*candidate qui possédait les qualifications requises sans passer par la publication d'un avis de vacance de poste.*

24. Or, si le Bureau de la gestion des ressources humaines avait dispensé le Tribunal de l'obligation de publier des avis de vacance de poste en 1995, en vue d'accélérer le processus de recrutement au cours des premiers mois d'activité du Tribunal, cette dérogation n'avait pas un caractère définitif. Par ailleurs, pour ce qui est du poste de Conseiller pour les questions concernant les femmes, le «fichier» du Greffe ne comportait que deux autres candidates, toutes deux âgées d'environ 25 ans et dépourvues de l'expérience nécessaire. Le Bureau des services de contrôle interne réaffirme donc que, faute d'avoir publié un avis de vacance de poste, le Greffe ne peut pas savoir si la candidate retenue était la personne la plus qualifiée pour le poste.

25. Un certain nombre de postes importants de chef de section étaient toujours vacants, notamment à la Section de la presse et des relations publiques, à la Section des achats, à la Section des services généraux, à la Section du traitement électronique de l'information, à la Section des services linguistiques et services de conférence, à la Section des communications et à la Section des services de sécurité et de la protection des témoins.

26. De nombreux postes d'avocat et d'enquêteur n'étaient pas encore pourvus au Bureau du Procureur. Il s'agit là d'un problème majeur compte tenu du nombre d'affaires sur lesquelles le Tribunal devra statuer. *À ce sujet, le Greffier a affirmé qu'il n'y avait aucune demande de recrutement en instance au 2 janvier 1998. Le Procureur adjoint, quant à lui, a déclaré que, suite à une demande qu'il avait adressée au Greffier concernant le recrutement d'enquêteurs en vue de pourvoir 30 postes vacants, le Comité des nominations et des promotions n'avait recruté que 10 candidats. Le Procureur adjoint avait alors adressé au Chef du personnel, en décembre 1997, une note dans laquelle il donnait la liste des postes qui, selon lui, était vacants au Bureau du Procureur et demandait que cette liste soit confrontée à celle tenue par les services du personnel. Dans sa réponse, le Chef du personnel avait indiqué, sous forme de tableau, qu'il existait au Bureau du Procureur un certain nombre de postes qui étaient vacants ou qui avaient été empruntés par le Greffe.*

## 2. Voyages

27. Le Bureau des services de contrôle interne a examiné les dépenses relatives aux voyages effectués pour le compte du Tribunal. Les ressources allouées au Bureau du Procureur au titre des voyages officiels ont été largement dépassées tant en 1996 qu'en 1997, alors que celles allouées au Greffe n'ont été complètement utilisées ni en 1996 ni en 1997. Cette

situation montre qu'il convient de mieux planifier les ressources nécessaires au titre des voyages officiels.

28. L'ancien Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines avait approuvé un arrangement exceptionnel selon lequel le Greffier conservait son traitement à Nairobi tout en percevant l'indemnité journalière de subsistance au taux applicable à Arusha pour la période du 1er avril au 30 juin 1997. Ainsi, avant son installation définitive à Arusha, le Greffier était considéré comme étant en déplacement. Or, il semblerait que le Greffier a perçu une somme excédentaire d'environ 4 000 dollars au cours de cette période, ayant continué de percevoir l'indemnité journalière de subsistance pour Arusha alors qu'il était en déplacement à New York ou ailleurs.

29. *Le Greffier a déclaré que cet arrangement avait été conclu compte tenu du fait qu'il avait été transféré de Nairobi à Arusha quasiment sans préavis et qu'il avait dû maintenir deux résidences, l'une à Nairobi, l'autre à Arusha, pendant la période d'avril à juin 1997. Il a ajouté qu'il continuait à payer des frais d'hôtel à Arusha quand il se rendait en mission à New York ou ailleurs. Toutefois, les factures d'hôtel qu'il a présentées au Bureau ne couvrent que les périodes du 6 avril au 9 mai et du 1er au 26 juin 1997.*

## C. Gestion des actifs

### 1. Inventaire

30. Selon les procédures en vigueur à l'Organisation des Nations Unies, un inventaire complet et à jour doit être tenu pour l'ensemble des actifs, y compris les fournitures, le matériel et les autres biens achetés, reçus, distribués, vendus ou utilisés à d'autres fins ou en stock. Depuis le dernier rapport du BSCI, la Section des services généraux a amélioré les procédures de gestion des actifs. Toutefois, des mesures supplémentaires doivent être prises pour assurer la bonne gestion des actifs, telles que la création d'un comité de contrôle du matériel et l'établissement d'un inventaire complet de tous les actifs de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) transférés au Tribunal.

### 2. Biens durables

31. À partir de l'inventaire à jour des biens durables, dont la valeur totale était estimée à quelque 4,5 millions de dollars en mai 1997, le Bureau a sélectionné 54 articles, d'une valeur estimative de 398 000 dollars, en vue de procéder à une inspection matérielle et de vérifier que tous les articles étaient effectivement présents et comptabilisés. Le Bureau s'est

également enquis de l'existence d'autres articles tels que des téléviseurs, magnétoscopes ou groupes électrogènes qui avaient été remis à des fonctionnaires, et a constaté que, contrairement aux règlements en vigueur à l'ONU, on n'avait pas demandé à ceux-ci d'indiquer ce qui était advenu desdits articles.

### 3. Gestion des véhicules

32. Selon les procédures en vigueur au Tribunal, les véhicules doivent être conduits par des personnes dûment autorisées et être utilisés uniquement pour les besoins du service et de façon aussi économique et rentable que possible.

33. Le Bureau a constaté que les circulaires administratives selon lesquelles il n'était pas permis d'utiliser les véhicules en dehors d'Arusha ou de Kigali ou pour faire du tourisme n'étaient toujours pas respectées. Il n'existait pratiquement aucun contrôle sur l'utilisation des véhicules, en particulier de ceux qui étaient affectés à des fonctionnaires à Arusha et à Kigali. Le fait que des cadres supérieurs du Greffe aient utilisé les véhicules qui leur étaient affectés pour se déplacer à l'extérieur d'Arusha est particulièrement préoccupant. Par ailleurs, lesdits fonctionnaires ne remettaient pas régulièrement leurs autorisations de sortie de véhicule. Il ressort d'interviews de fonctionnaires en poste à Kigali que ceux-ci pensent, à tort, qu'ils ont le droit de disposer chacun d'un véhicule tant pour leurs déplacements officiels que pour leurs besoins personnels.

34. Le personnel du BSCI a constaté que les procédures de contrôle étaient insuffisantes à la Section des transports et qu'il fallait remédier d'urgence à cet état de fait. Il n'y avait aucune trace des déplacements effectués par les véhicules affectés à des fonctionnaires. Alors que la Section des transports maîtrisait bien l'utilisation des véhicules affectés au parc de véhicules, elle n'exerçait aucun contrôle sur ceux qui étaient affectés à des fonctionnaires ou à certains services. À Kigali, des véhicules étaient utilisés alternativement par plusieurs fonctionnaires sans justification officielle. Le Tribunal prenait en charge le coût du carburant, quelle que soit la nature des déplacements.

35. La plupart des 126 véhicules du Tribunal, en particulier ceux de Kigali, étaient usagés (provenant de la MINUAR), avaient constamment besoin de réparations coûteuses et avaient largement dépassé leur durée de vie utile. Trente et un véhicules avaient été commandés en 1997 et plusieurs d'entre eux sont arrivés pendant l'enquête. Le Tribunal avait adressé au Siège de l'ONU une demande de fourniture de biens ou services pour 30 véhicules supplémentaires – 17 pour Kigali et 13 pour Arusha.

36. Alors que le transport des fonctionnaires de leur lieu de résidence à leur lieu de travail et vice-versa se justifie, il n'est toutefois pas rentable d'assurer ce transport entre 12 h 30 et 14 heures pour permettre aux fonctionnaires de rentrer déjeuner chez eux, que ce soit à Arusha ou à Kigali. En outre, le Bureau a constaté que les fonctionnaires s'absentaient souvent plus d'une heure, durée autorisée pour la pause déjeuner. Le nouveau Greffier a autorisé le Tribunal à fermer ses bureaux à 14 heures le vendredi, étant entendu que la pause déjeuner ne devrait pas dépasser une heure, de sorte que les fonctionnaires puissent respecter la durée de travail hebdomadaire prévue.

### 4. Contributions en nature

#### a) Bibliothèque de droit

37. Grâce à une contribution en nature d'un gouvernement donateur, la bibliothèque de droit du Tribunal a notamment été dotée, en 1997, de deux ordinateurs, de nouveaux ouvrages totalisant près de 700 titres, de CD-ROM et de nouveaux abonnements à différentes publications juridiques en série. De nouveaux titres ont été commandés récemment. D'après les informations communiquées au BSCI, le Tribunal s'efforce de recruter un bibliothécaire expérimenté ainsi qu'un commis de bibliothèque. Les juges ont appelé l'attention du Bureau sur le fait que la bibliothèque d'Arusha était pratiquement inutilisable et que le défaut d'accès aux bases de données juridiques sur Internet était un sérieux handicap. Le Bureau du Procureur à Kigali avait demandé à l'administration de mettre en place une bibliothèque dès le mois de juillet 1997. Toutefois, il n'a été donné suite à cette requête qu'en octobre 1997, après que l'équipe a demandé à visiter la bibliothèque.

#### b) Personnel

38. L'effectif du personnel détaché par les États Membres a considérablement diminué; en octobre 1997, il n'y avait plus que neuf personnes mises à la disposition du Tribunal. Or, le personnel détaché qui a quitté la Division des enquêtes au Bureau du Procureur n'a pas encore été remplacé par des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. Les États Membres continuent de détacher, à titre temporaire, des consultants pour conseiller le Tribunal sur des questions telles que la protection des témoins.

### D. Achats

39. La Section des achats et des marchés s'occupe des acquisitions du Tribunal. Le poste de chef de section est

vacant, de même que celui de chef de la Section des services généraux, si bien que c'est l'un des principaux demandeurs de biens ou services qui supervise les procédures d'achat.

40. Le Comité local des marchés du Tribunal a été créé en août 1996. Bien qu'il se réunisse régulièrement, le Bureau a constaté qu'en 1997, aucun juriste n'avait assisté à ses réunions avant le mois d'août. Le Bureau a également constaté que des demandes avaient été présentées après coup au Comité, encore qu'elles aient été moins nombreuses que l'année précédente. Le Greffe a fait savoir que ces mesures avaient été prises dans des cas d'urgence et ne se reproduiraient pas.

41. Le Bureau a examiné un échantillon de 76 dossiers d'achats pour vérifier le respect des procédures. D'une manière générale, il a constaté des améliorations dans les dossiers tenus par le Chef de la Section des achats du moment, en particulier pour ce qui est du recours aux appels d'offres et de la tenue des dossiers. Il a néanmoins relevé un achat de fournitures de bureau qui avait été effectué sans appel d'offres auprès d'un fournisseur international de Doubaï; les fournitures en question, qui auraient pu être commandées à Nairobi pour un coût moins élevé, ont été ensuite transportées par avion à grands frais. Le Bureau a également constaté que les autres sections du Greffe ne planifiaient pas leurs achats. La plupart des demandes présentées à la Section des achats et des marchés étaient donc ponctuelles et urgentes, ce qui rendait difficile l'application des règlements des Nations Unies. Or, si les achats sont correctement planifiés, la section compétente peut regrouper plusieurs demandes et réaliser ainsi des économies.

42. Le rôle joué par le Chef de la Section des finances dans les opérations d'achat soulève également des questions. Le Bureau a constaté qu'il avait effectué personnellement des achats de fournitures de bureau auprès de fournisseurs de Nairobi sans s'adresser à plusieurs sources. Le Bureau a également relevé une commande scindée d'ordinateurs destinés à la Section des finances que, dans une note manuscrite adressée au Chef de la Section des services généraux, le Chef de la Section des finances admettait être «illégal», mais qui avait dû être effectuée d'urgence. Bien que le Chef de la Section des services généraux lui ait signalé que cet achat d'une valeur de plus de 100 000 dollars devait être soumis au Comité local des marchés, le Chef de la Section des finances, en tant que fonctionnaire responsable de l'administration, a décidé de scinder la commande. Par ailleurs, le Bureau a relevé un achat direct de meubles destinés au Greffier auprès d'un fournisseur de Nairobi qu'il avait sélectionné lui-même et qui avait fourni en 1995 du mobilier pour son bureau du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat). L'achat en question

représentait une valeur de plus de 10 000 dollars et a été effectué par le Tribunal sans faire l'objet d'un appel d'offres; de surcroît, une avance de 50 % avait été versée au fournisseur avant la livraison.

43. *Le Greffier a indiqué que la société en question avait été invitée à fournir un catalogue, étant donné qu'il en connaissait bien les produits alors qu'il se trouvait à Nairobi.* Le Greffier a choisi les meubles et a communiqué son choix ainsi que le catalogue au Chef de la Section des achats. Le Bureau des services de contrôle interne s'interroge sur la nécessité de doter le bureau du Greffier de mobilier neuf, étant donné que le mobilier en place était récent.

44. L'examen de l'échantillon a en outre révélé qu'un marché avait été attribué – par le Chef de la Section des finances et sans passer par un appel d'offres – à une nouvelle agence de voyages, qui se trouvait être également l'agence de voyages de l'Office des Nations Unies à Nairobi. Le Greffier a donné son accord et «un préaccord» a été conclu entre le Chef de la Section des finances et l'agence de voyages quelques mois auparavant mais, au moment de l'examen sur le terrain, l'affaire n'avait pas encore été soumise au Comité local des marchés. *Le Greffier a indiqué que cet arrangement était provisoire et que le Tribunal avait déjà entamé la procédure d'achat en s'adressant à des agences de voyages de la région, l'une d'entre elles devant en principe être sélectionnée au début de 1998.* Le Bureau espère que cette procédure comportera un appel d'offres et sera effectuée par la Section des achats et des marchés.

45. Le Bureau a constaté dans deux cas importants – un achat d'ordinateurs et un achat de véhicules – un manque de communication et de coopération, d'une part, entre les services du Greffe et, d'autre part, entre le Greffe et la Division des achats et des transports du Siège, ce qui a retardé considérablement l'acquisition des ordinateurs et des véhicules.

## **E. Gestion des bâtiments et travaux de construction**

### **1. Chambres**

46. Le Tribunal dispose désormais de deux salles d'audience et les chambres peuvent tenir chacune plusieurs audiences simultanées. Le Tribunal avait lancé un avis d'appel d'offres à la fin de 1995 pour la construction de deux chambres permanentes, de locaux à usage de bureaux et d'installations d'appui au Centre international de conférences d'Arusha. L'offre du moins-disant se chiffrait au montant élevé de près de 5,5 millions de dollars, cette procédure a été

annulée sur la recommandation du Bureau des services de contrôle interne. La construction a été constamment retardée, à cause des changements apportés à la nature des travaux et au type de marché à attribuer. La seconde salle d'audience a finalement été achevée le 29 septembre 1997, date fixée pour le début des procès. Depuis, chacune des deux chambres peut fonctionner indépendamment.

47. Étant donné l'évolution des procès en cours, il faut envisager la possibilité que le Tribunal ait à connaître d'appels en 1998. Si l'on veut éviter de perturber le rôle du Tribunal, une troisième salle d'audience pourrait être nécessaire. De surcroît, le Tribunal a besoin d'une salle d'audience pouvant accueillir de nombreux accusés, conformément à la stratégie de procès collectifs adoptée par le Procureur. La construction d'une troisième salle d'audience exigera le financement et la planification de vastes locaux supplémentaires : cellules, salles de conférence, bureaux, chambres du conseil, attenants aux salles d'audience. Le Bureau a été informé que les préparatifs de la construction de la troisième salle d'audience étaient en cours et que les installations requises seraient prêtes pour la reprise des sessions du Tribunal, au début de 1998.

48. Si l'on veut éviter des retards coûteux, le Greffe doit cependant combler les lacunes en matière de gestion des travaux de construction et de planification. Il faut donc consulter les services du Greffier et du Procureur au sujet de leurs projets et de leurs intentions afin que les nouveaux bâtiments puissent être planifiés en temps voulu, dans le respect des règlements des Nations Unies.

## 2. Lieux de détention

49. Conformément aux dispositions du Statut et du Règlement de procédure et de preuve, le Tribunal a la responsabilité des personnes qu'il a mises en détention aux fins de les juger. Il fallait donc que les installations de détention des inculpés et des condamnés se trouvent à proximité du Tribunal. Le Greffier a conclu un accord avec le gouvernement du pays hôte en vue de la construction des installations nécessaires dans l'enceinte de la prison actuelle d'Arusha, la main-d'œuvre étant fournie par le gouvernement et les matériaux de construction par le Tribunal. Il s'agissait de loger au départ 12 détenus, pour un coût de 186 562 dollars à supporter par le Tribunal. À sa réunion du 29 février 1996, le Comité des marchés du Siège a recommandé l'adjudication au gouvernement du pays hôte, mais a ramené le montant à 167 906 dollars.

50. Une fois réglés les problèmes de coordination et de planification au Greffe, les installations de détention du Tribunal ont été achevées en juillet 1997. Les locaux adminis-

tratifs, les salles d'entretien avec les avocats et certains équipements de sécurité supplémentaires n'étaient pas encore prêts, mais les installations pouvaient être utilisées.

51. Il faut s'attendre à d'autres enquêtes, si bien que l'on a prévu une deuxième phase de construction pour 40 cellules supplémentaires. Le coût total se chiffrait à 826 000 dollars en septembre 1997.

## 3. Location de locaux

### a) Kigali

52. Le Bureau du Procureur à Kigali occupe deux bâtiments, l'hôtel Amahoro (précédemment occupé gratuitement par la MINUAR) et le garage-centre de télécommunications. Il n'a pas été signé de nouveau bail pour ces locaux, alors que les contrats de location sont venus à expiration en avril 1997. Les contrats n'ont toujours pas été signés du fait que les propriétaires réclament des loyers supérieurs. Au moment de l'examen complémentaire effectué par le Bureau des services de contrôle interne, des avances de loyer d'un montant total de 180 000 dollars avaient été versées (soit 30 000 dollars par mois) pour les locaux de l'Amahoro pour la période d'avril à octobre 1997, en attendant l'accord du Comité des marchés du Siège. Dans l'intervalle, le Comité des marchés du Siège s'est déclaré préoccupé par le fait que le loyer initial de 19 000 dollars par mois qu'il avait approuvé avait été porté à 30 000 dollars sans son accord. Selon le Greffe, le gouvernement du pays hôte exigeait un loyer encore plus élevé au moment de la signature de l'accord initial, ce qui avait contraint le Greffe à engager des négociations précipitées qui ont abouti à un loyer de 30 000 dollars. Le Comité local des marchés a alors été contraint de recommander que le Comité des marchés du Siège soit prié d'approuver après coup le bail de 360 000 dollars par an (30 000 dollars par mois) pour une période de deux ans se terminant en avril 1998. La question a été laissée en suspens jusqu'à ce que le Comité local des marchés présente des précisions et un complément d'information au Comité des marchés du Siège.

53. Pour ce qui est des autres locaux loués – centre de télécommunications et garage – le bail initial prévoyait un loyer mensuel de 3 000 dollars. Le propriétaire a demandé que le loyer soit porté à 5 000 dollars par mois, ce que le Greffe a accepté à compter de janvier 1997.

54. Le fait que le Bureau du Procureur a indiqué que les locaux de l'Amahoro étaient insuffisants, les problèmes créés par les associations avec la MINUAR, joints au coût élevé des locaux de l'Amahoro, ont amené le Greffe à rechercher à Kigali des locaux qui puissent répondre aux besoins actuels et futurs du Bureau du Procureur. On envisage de partager des locaux avec d'autres organismes des Nations Unies et des

organisations internationales sans compromettre la sécurité des opérations du Bureau du Procureur.

#### **b) Arusha**

55. Le bail initial signé le 31 octobre 1995 entre le Centre international de conférences d'Arusha et le Tribunal portait sur une période de quatre ans à compter du 1er novembre 1995. Il s'agissait des seules installations d'Arusha qui puissent accueillir le Tribunal. Le Centre se compose d'ailes reliées entre elles, qui servent à des activités officielles et privées et à la tenue de conférences. Le Comité des marchés du Siège a approuvé le bail le 17 octobre 1997, à hauteur de 831 600 dollars pour la période de quatre ans.

56. Le Tribunal connaît des difficultés au Centre de conférences à cause du manque de locaux pour le nouveau personnel, les substituts et les avocats ainsi que pour l'entreposage du matériel. C'est pourquoi la location de locaux supplémentaires au Centre est en cours de négociation. Comme il n'y a pas de solution de rechange à Arusha, le Greffe a engagé des négociations qui ont abouti à la location de locaux supplémentaires pour le Tribunal, qui avait besoin d'une troisième salle d'audience, d'une salle de presse, d'une cantine, de bureaux et de locaux d'entreposage. Toutefois, comme on l'a relevé à propos de la sécurité (voir plus loin, sect. G), le fait de devoir partager des espaces publics, comme les salles de conférence, les couloirs et les ascenseurs, continue de créer des problèmes sur le plan de la sécurité et de la confidentialité.

### **F. Section de l'aide aux victimes et aux témoins**

57. La Section de l'aide aux victimes et aux témoins a été créée en 1996 et placée sous l'autorité du Greffier. Le Greffe s'occupe actuellement de recruter un chef de section. Aux termes de l'article 34 du Règlement de procédure et de preuve, la Section est chargée de recommander l'adoption de mesures de protection des victimes et des témoins, de fournir conseils et assistance aux victimes et aux témoins (en particulier dans les cas de viol ou de violence sexuelle) et d'élaborer des dispositifs en vue d'assurer, dans l'immédiat et à l'avenir, la protection des personnes qui ont témoigné devant le Tribunal et qui craignent qu'on s'en prenne à leur vie, à leurs biens ou à leur famille.

58. La protection des témoins et des victimes est devenue un des grands problèmes du Tribunal du point de vue de la logistique. Il a été indiqué au BSCI que 109 témoins à charge avaient été entendus au cours des trois procès qui s'étaient

déroulés pendant les huit premiers mois de 1997. Plus de 50 avaient été amenés à Arusha par la Section. En 1998, plus de 300 témoins devraient comparaître devant les Chambres de première instance.

59. Malgré le mal que se donne un personnel dévoué pour améliorer l'efficacité de la Section, le problème le plus critique continue d'être le manque de personnes ayant une expérience de la protection des témoins dans des procès criminels. Cela conduit la Section à s'en remettre, pour ce qui est des témoins à charge, à l'expérience des enquêteurs du Bureau du Procureur. Ce manque d'expérience a causé des difficultés dans le cas d'un des détenus les plus importants. Au fur et à mesure que les procès avancent, cette lacune – notamment sur le plan de l'évaluation des risques – peut rendre encore plus dangereuse la situation des témoins importants les plus exposés. Les États Membres ont envoyé des conseillers et en enverront encore; mais tant que la Section ne disposera pas de personnel qualifié, elle ne sera pas en mesure d'assurer la protection élémentaire des témoins importants, qu'ils soient à charge ou à décharge.

60. *Le Greffier s'est plaint que le rapport du Bureau de contrôle des services internes dépeignait la Section comme un groupe d'amateurs, ce qui était une caractérisation extrêmement inexacte et injuste des capacités et des prestations de la Section, contredite à la fois par les faits – le bilan de la Section était inattaquable – et par l'opinion exprimée par des observateurs objectifs qui sont en mesure d'en juger.*

61. Le Bureau note cependant que le Greffe continue de ne pas faire la distinction entre programme d'*administration* des témoins (c'est-à-dire un programme d'appui logistique en vue d'assurer notamment le transport et l'hébergement des témoins), ce qu'elle fait avec d'excellents résultats, au dire de tous, et programme de *protection* des témoins (c'est-à-dire un programme visant à assurer leur sécurité avant, pendant et après les procès), ce que la Section est actuellement incapable de réaliser parce qu'elle ne dispose pas de personnel expérimenté. Le Chef par intérim de la Section a dit au BSCI qu'il était contraint de s'en remettre aux enquêteurs du Bureau du Procureur pour assurer la protection des témoins à charge, ce que le BSCI a pu vérifier. *Le Greffier a aussi affirmé que pas un seul témoin n'avait apparemment été interrogé par le BSCI sur cette question, alors que les témoins eux-mêmes seraient les mieux placés pour donner leur avis sur les prestations de la Section.* Il faut cependant noter, comme l'a fait observer l'équipe lorsqu'elle était sur place, que si elle avait interrogé des témoins à charge ou à décharge, on aurait pu l'accuser de tenter de les influencer ou d'exercer des pressions sur eux, ce qui risquait de soulever des problèmes juridiques.

62. Lorsque le BSCI a contrôlé le Tribunal pour la première fois, il a recommandé que la Section de l'aide aux victimes et aux témoins soit installée dans les locaux du Bureau du Procureur. Ce dernier a décidé de ne pas effectuer ce changement pour le moment. Les témoins à charge qui sont en danger pendant la phase d'instruction sont placés sous la protection des enquêteurs du Bureau du Procureur. Lorsqu'ils rentrent chez eux après avoir témoigné, le Greffe transmet la responsabilité de leur protection au gouvernement hôte.

## G. Sécurité

63. Étant donné le souci que les problèmes de sécurité continuent de causer aussi bien à Kigali qu'à Arusha, l'équipe a examiné la question de près dans les deux endroits; elle a constaté que la sécurité de l'accès aux locaux et le contrôle des documents laissaient à désirer. Les documents étaient généralement posés sur des rayonnages, des tables et des bureaux. Personne ne semblait se soucier de leur sécurité. À Arusha, le Tribunal n'utilise aucun système de classement des documents en fonction de leur teneur ou de la nature de l'information qu'ils contiennent.

64. À la suite de la mission d'évaluation effectuée par le Service de la sécurité et de la sûreté du Département de la gestion, le Tribunal a reçu un rapport circonstancié comportant des recommandations concrètes. Le BSCI a constaté que seules quelques-unes de celles-ci avaient été appliquées. Il est question de charger le Service de la sécurité et de la sûreté d'effectuer une mission complémentaire.

### 1. Arusha

#### a) Accès

65. Le Centre international de conférences d'Arusha se compose de trois ailes de six étages. Le Greffe et les Chambres occupent actuellement l'aile Kilimandjaro du premier au troisième étage. Les autres étages de cette aile, de même que la totalité des autres ailes, sont occupés par d'autres locataires sur lesquels l'ONU n'a aucune autorité, ce qui pose le problème de l'entrée de personnes non autorisées dans les bureaux et les salles d'audience du Tribunal.

66. La sécurité des juges est un problème particulièrement important, qui ne se pose pas seulement dans les bureaux et les salles d'audience mais aussi à leur domicile et sur leurs trajets entre le Centre et leur domicile. L'étage où sont situées les salles d'audience ne comporte qu'une sortie. Les juges sont contraints d'emprunter des ascenseurs et des couloirs publics et d'utiliser les toilettes publiques. La sécurité des salles d'audience et des Chambres est assurée par le Service

de sécurité de l'ONU et la police tanzanienne. Pour leurs trajets domicile-bureau, les juges sont conduits par des gardes de l'ONU en civil non armés. Les juges disposent chacun d'une automobile et d'un chauffeur pour les déplacements qu'ils effectuent pour le compte du Tribunal. On leur a recommandé de ne pas se déplacer à pied dans Arusha, mais on ne leur a affecté ni chauffeur, ni garde du corps ni véhicule à temps plein – ce qui, de l'avis du BSCI, serait raisonnable et justifié vu les circonstances.

#### b) Information sur les problèmes de sécurité

67. Les nouveaux arrivés assistent à un exposé du Chef de la sécurité sur la situation en matière de sécurité et reçoivent une brochure de sensibilisation à la question. Cependant, il n'y a pas de réunions d'information régulières sur les problèmes de sécurité. D'autre part, chaque fonctionnaire doit présenter un croquis indiquant où il habite, et ces croquis sont conservés dans les dossiers du Service de la sécurité.

#### c) Plans d'évacuation

68. À Arusha, un plan de transfert ou d'évacuation a été mis en place en juin 1997, comme l'avait recommandé le BSCI dans son précédent rapport. Le Chef de la sécurité a confirmé que ce plan était pleinement opérationnel et qu'il avait été communiqué au représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Dar es-Salaam.

## 2. Kigali

#### a) Accès

69. L'enceinte de Kigali n'a qu'une entrée, et les véhicules passent par un portail équipé d'une barrière. Ce point de passage est gardé 24 heures sur 24 à la fois par des gardes de l'ONU et par des gardes d'une agence privée. Un détachement de sécurité de l'armée rwandaise est posté nuit et jour à côté de l'entrée principale, armé. Les véhicules sont contrôlés à l'entrée et à la sortie, mais pas l'identité des passagers.

70. Le Service de sécurité de l'ONU à Kigali est chargé de coordonner l'appui fourni aux enquêteurs sur le terrain sur le plan de la sécurité. Les enquêteurs sont escortés par des hommes en armes de l'armée rwandaise, du Coordonnateur de la sécurité du PNUD et du Service de sécurité de l'ONU.

#### b) Information sur les problèmes de sécurité

71. Le Bureau de contrôle des services internes a constaté que le Service de sécurité mettait effectivement les nouvelles recrues de Kigali au courant de la situation au Rwanda, avant

même de leur délivrer leur carte d'accès ONU. Deux semaines plus tard, il leur dispensait une information plus détaillée. Tous les mois, le fonctionnaire chargé de la sécurité publiait des règles de sécurité auxquelles devaient se plier tous les fonctionnaires en déplacement.

### c) Plan d'évacuation

72. Un plan de sécurité est maintenant en place pour le Bureau du Procureur, et c'est le représentant du PNUD au Rwanda qui en est responsable. Il faut noter cependant que ce plan ne prévoit pas les moyens de soutien logistique indispensables aux points de rassemblement. Par ailleurs, le BSCI s'est aperçu que les fonctionnaires ne prévenaient pas le Service de la sécurité lorsqu'ils changeaient d'adresse.

## H. Fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale

73. Le Conseiller juridique a proposé que l'on crée un Fonds d'affectation spéciale à l'intention du Tribunal, et le Contrôleur a approuvé cette idée le 29 décembre 1994. L'objectif est de financer les activités du Tribunal et de lui permettre de s'acquitter de la mission que lui fixe son Statut. Le Greffier doit répondre au Secrétaire général de l'utilisation du Fonds.

74. En octobre 1997, les contributions versées au Fonds d'affectation spéciale totalisaient 7,3 millions de dollars. Les états financiers établis par le Greffe ne tiennent pas compte des dépenses engagées directement par le Secrétariat et ne donnent donc pas le montant total des dépenses. D'autre part, les contributions versées ou annoncées n'ont pas été enregistrées par la Section des finances. Le Secrétariat n'a pas encore communiqué au Tribunal ses comptes consolidés pour les trois premiers semestres de l'exercice biennal 1996-1997.

75. Le Fonds d'affectation spéciale a été moins utilisé que prévu. Jusqu'à présent, il a servi principalement à couvrir les dépenses suivantes : location des avions (1,2 million de dollars); frais de personnel relatifs au démarrage du Groupe de protection des témoins (Bureau du Procureur); recrutement de quatre enquêteurs de la classe P-3; deux stages de formation conjoints (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et Tribunal international pour le Rwanda) sur la poursuite en justice des auteurs de crimes de violence sexuelle. Un montant total de 2,1 millions de dollars avait été engagé et imputé sur le Fonds d'affectation spéciale, laissant un solde de 5,3 millions. Le Greffe a proposé plusieurs autres projets, parmi lesquels la mise en place d'un système de gestion de l'information et des archives, la production d'un documentaire sur l'arrière-plan historique du génocide (qui

servirait pendant les audiences) et le renforcement de l'effectif du Groupe de protection des témoins.

76. Le Greffier a élaboré une formule selon laquelle le Fonds d'affectation spéciale serait utilisé en partie pour financer un nouveau programme à l'intention des organisations non gouvernementales qui apportent une aide aux victimes du génocide et d'autres crimes de guerre commis au Rwanda. Ce programme serait coordonné par le Conseiller auprès du Greffier sur les questions concernant les femmes, qui a été recruté récemment. Le budget prévu pour la période 1997-1999 s'élève à 3 millions de dollars, dont la moitié devrait être prélevée sur le Fonds d'affectation spéciale.

77. *Tout en reconnaissant qu'il n'est pas prévu dans le Statut du Tribunal que celui-ci s'engage dans un tel programme d'aide financière, le Greffier explique que, selon sa conception de la justice, le Tribunal ne doit pas seulement poursuivre les auteurs de crimes de guerre mais aussi faire quelque chose pour venir en aide à leurs victimes.*

78. Des fonctionnaires du Secrétariat (Département de la gestion et Bureau des affaires juridiques) ont indiqué au BSCI qu'il avait été conseillé au Greffier de ne pas mettre en application le programme en question et de ne pas le financer au moyen du Fonds d'affectation spéciale. Le BSCI partage cet avis. *Le Greffier a affirmé qu'un tel programme d'assistance répondait à un impératif moral et pratique, vu la situation exceptionnelle à laquelle le Tribunal devait faire face au Rwanda.*

79. Quel que soit l'intérêt du programme, le plus inquiétant est que le Tribunal ne dispose ni d'une politique, ni de procédures, ni de directives fixant les modalités du choix, du suivi et de l'évaluation de projets ou programmes financés au moyen du Fonds d'affectation spéciale. Le choix des projets devrait se faire de concert avec les autres organes du Tribunal (Chambres et Bureau du Procureur). L'absence de mécanismes de contrôle applicables à la dépense de millions de dollars reçus par le Tribunal à titre de contributions volontaires est une grave lacune. *Le Greffier a dit qu'il s'occupait d'élaborer des politiques, des procédures et des directives.*

## I. Questions administratives concernant les conseils de la défense

80. Le 1er juillet 1997, dans le cadre des mesures prises pour améliorer et rationaliser le fonctionnement du Tribunal, la Division des services d'appui judiciaire et juridique a été réorganisée; de nouvelles sections y ont été créées, notamment la Section des conseils et de la gestion du Centre de

détention qui, avec un effectif de 15 personnes, s'occupe des questions administratives concernant les conseils de la défense. Elle tient à jour une liste d'avocats disposés à défendre des suspects ou des accusés, commet des conseils à la défense des détenus indigents, informe les nouveaux conseils et autres membres de la défense du Règlement du Tribunal, veille au respect de la directive relative à la commission d'office de conseils et contrôle et approuve le montant des honoraires et des frais des conseils de la défense.

81. Aux termes de l'article 44 du Règlement de procédure et de preuve du Tribunal, tout conseil est considéré comme qualifié pour représenter un suspect ou un accusé dès lors qu'il est habilité à exercer la profession d'avocat dans un État ou est professeur de droit dans une université. Curieusement, ces conseils ne sont pas tenus d'avoir pratiqué le droit pénal, ni d'avoir plaidé auparavant.

82. En vertu de l'article 17 de la Directive, les frais et dépenses nécessaires et raisonnables causés par la défense du suspect ou de l'accusé sont à la charge du Tribunal, sous réserve de la disponibilité des fonds et des dispositions applicables du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU. Toutefois, les conseils de la défense sont tenus de fournir au Greffe, à l'appui de leurs notes d'honoraires, des justificatifs détaillés contenant autant de renseignements que possible (indiquant notamment la nature des services rendus et, le cas échéant, la relation entre ces services et l'affaire en instance).

83. Le montant des honoraires des conseils de la défense n'est pas négligeable. En neuf mois, de janvier à septembre 1997, le Tribunal a versé près d'un million de dollars aux conseils commis d'office, dont certains ont touché jusqu'à 15 000 dollars par mois. Ayant examiné un échantillon de notes d'honoraires, le Bureau des services de contrôle interne a constaté que certains paiements avaient été effectués sur la base de justifications extrêmement vagues, telles que «conversation avec le personnel du Greffe», «examen d'une décision de la Cour de Justice internationale» ou «entretien». En outre, d'après les renseignements reçus, il arrive assez fréquemment que des conseils soient rétribués pour le temps qu'ils ont consacré à la lecture de documents juridiques sans rapport avec l'affaire en cours de jugement.

84. Le Greffe n'a pas encore élaboré de directives permettant de déterminer si les dépenses en question sont raisonnables et nécessaires. En l'absence de telles directives, le Bureau craint que le budget limité du Tribunal ne soit sérieusement grevé par des dépenses dont il n'a pas été déterminé objectivement si elles s'imposent vraiment et si elles sont raisonnables. En outre, le Greffe n'a pas, comme l'a fait le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, élaboré à l'intention des

conseils de la défense de code de conduite les informant clairement, dès qu'ils prennent leurs fonctions, des règles de conduite auxquelles ils sont censés se conformer, notamment en ce qui concerne leurs notes d'honoraires. *Le Greffe a indiqué qu'il était en train d'adapter le code de conduite du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie en fonction des circonstances propres au Tribunal international pour le Rwanda et d'élaborer des directives pour l'examen des notes d'honoraires des conseils de la défense.*

85. Le Bureau des services de contrôle interne a constaté que le conseiller juridique du Greffier qui, à une certaine période, était chargé d'établir, après examen, les documents nécessaires à l'approbation des paiements aux conseils de la défense, a continué d'intervenir pour autoriser et accélérer certains d'entre eux.

86. Qui plus est, le Bureau a eu confirmation du fait que dans l'exercice des fonctions mentionnées ci-dessus, le Conseiller juridique du Greffier avait reçu de deux conseils de la défense des paiements d'un montant total de 3 000 dollars. Aux questions qui lui ont été posées à ce sujet, le Conseiller a répondu que les sommes en question lui avaient été remboursées par les conseils, à qui il avait prêté de l'argent à titre privé quand ils lui avaient dit en avoir besoin d'urgence. Il n'existait pas d'accord de prêt écrit, ni de preuve du versement des sommes prétendument prêtées. Lorsque le Bureau les a interrogés séparément sur cette affaire, les conseils ont affirmé que l'argent qui leur avait été prêté avait servi à couvrir des dépenses afférentes à la défense de leurs clients respectifs. Toutefois, le Bureau note que, si prêts il y a eu, ils ne peuvent se justifier de la sorte car, d'après les dossiers du Greffe, à la date où ils auraient été consentis, des versements avaient déjà été effectués au bénéfice des intéressés. *Le Greffier a indiqué qu'il ferait une enquête et informerait le Bureau de ses conclusions.*

## J. Section de la presse et de l'information

87. C'est principalement la Section de la presse et de l'information qui communique au public des informations sur les activités judiciaires du Tribunal en diffusant dans la région des communiqués de presse et des bulletins d'information à l'intention des missions, des organisations non gouvernementales et des gouvernements hôtes et en publiant d'autres documents utiles. Toutefois, contrairement à ce qui se passe au Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, la presse a des difficultés à obtenir les actes d'accusation et autres documents accessibles au public car, plutôt que les documents juridiques eux-mêmes, la Section publie des communiqués de presse dans lesquels elle en expose la teneur. Cette situation, ainsi que la



difficulté d'obtenir des informations et de s'entretenir avec les responsables et le personnel du Tribunal, figurent parmi les principales doléances des journalistes qui couvrent le Tribunal. Par ailleurs, la Section est censée diffuser des informations impartiales, compte tenu des intérêts distincts de ses clients (la Chambre, le Bureau du Procureur et les prévenus). Il est pratique courante, dans les juridictions nationales, que le Procureur engage un porte-parole spécial chargé de diffuser des informations sur les affaires en cours intéressant le public.

88. La Section était dirigée par un administrateur diligent, la troisième personne en deux ans à occuper ces fonctions. Le Bureau des services de contrôle interne a constaté que la Section, outre qu'elle manque de personnel, fait face à de sérieuses difficultés qui l'empêchent de jouer efficacement le rôle important attendu d'elle. Ainsi, elle ne dispose pas des moyens technologiques nécessaires pour permettre à la presse de suivre les audiences en direct, via un système de télévision, comme cela se fait au Tribunal pour l'ex-Yougoslavie. Le matériel le plus fondamental fait défaut : la Section n'a ni télécopieur, ni répondeur téléphonique, et ne possède que trois ordinateurs. Le Tribunal ne met pas de salle de presse à la disposition des journalistes, et ne leur offre pas l'infrastructure de base (téléphones publics, prises vidéo, tables et chaises) nécessaire à une couverture médiatique régulière. La couverture actuelle des travaux du Tribunal par la presse est insuffisante en regard de la nature des procès en cours; les substituts et le personnel du Greffe font état de témoignages importants, mais rares sont ceux qui en sont informés. *Le Greffier a indiqué qu'il était prévu d'installer du matériel de diffusion audiovisuelle en direct dans les salles d'audience et d'aménager une salle de presse en 1998. Il a également fait savoir que grâce aux efforts du personnel de la Section, la couverture médiatique des activités du Tribunal s'était considérablement étendue au cours des derniers mois.*

## K. Observations générales du Greffier

89. En janvier 1998, le Greffier a communiqué au Bureau des services de contrôle interne ses observations sur le projet de rapport, qui portent non seulement sur les fonctions du Greffe et les questions le concernant directement, abordées plus haut, mais aussi sur six points d'ordre général.

90. *Le Greffier a déclaré que l'équipe s'était écartée de la tâche qui lui était assignée – à savoir assurer le suivi de son rapport précédent en vérifiant dans quelle mesure les recommandations qui y figuraient avaient été appliquées – pour procéder à un nouvel examen général du fonctionne-*

*ment du Tribunal. Comme on le verrait ultérieurement, les conséquences étaient graves; ainsi, les administrateurs actuels étaient accusés de fautes anciennes et les améliorations considérables apportées, même dans les domaines critiqués, n'étaient pas prises en considération.*

Le BSCI rappelle que dans sa résolution 50/213 C du 12 juin 1996, l'Assemblée générale l'a prié d'effectuer «une inspection du Tribunal international pour le Rwanda, afin d'identifier les problèmes qui se posent et de recommander les mesures à prendre pour assurer une utilisation plus efficace des ressources, et de lui faire rapport à ce sujet». Dans le présent rapport, il constate que le fonctionnement du Greffe s'est amélioré sur divers plans, notamment celui des relations avec les deux autres organes du Tribunal. Il traite aussi des problèmes mis en lumière dans le rapport précédent (A/51/789), note la portée des mesures prises pour y remédier et souligne les domaines dans lesquels des insuffisances subsistent (voir, par exemple, l'annexe, qui présente un état de l'application des 26 recommandations figurant dans le rapport susmentionné; un état plus détaillé a été communiqué au Greffier en octobre 1997). Toutefois, le Bureau estime que les problèmes nouveaux révélés par une enquête entrant dans le cadre du mandat que lui a confié l'Assemblée ne pouvaient être ni ignorés, ni passés sous silence; ils ont d'ailleurs été abordés à de nombreuses reprises lors d'entretiens avec le Greffier.

91. *Selon le Greffier, le rapport était gravement entaché de parti pris à l'encontre du Greffe et ses auteurs s'en prenaient en particulier au Greffier et à ceux qui étaient censés faire partie de son entourage proche; par contre, d'autres personnes ou entités plus appréciées, notamment le Bureau du Procureur, étaient encensées – sans doute pour souligner le contraste – et les problèmes qui les concernaient, quand on avait pris la peine de les mentionner, ne faisaient l'objet que d'un bref commentaire. Les progrès considérables accomplis au Greffe sous la direction du nouveau Greffier étaient ignorés, passés sous silence ou considérés comme allant de soi; ils n'étaient en tout cas pas jugés dignes d'intérêt.*

Le Bureau des services de contrôle interne rejette cette assertion. À lire le présent rapport sans a priori, on constate qu'il contient des commentaires positifs sur les nouveaux responsables du Greffe. En ce qui concerne le Bureau du Procureur, le BSCI continue de penser qu'il convient d'applaudir au succès du projet NAKI, exécuté sous la direction d'un éminent juriste camerounais. Alors que son bureau manque cruellement de personnel, le nouveau Procureur adjoint s'attache avec beaucoup d'efficacité à accomplir l'unique tâche du Tribunal, «juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations

graves du droit international humanitaire» (Statut du Tribunal international pour le Rwanda); ce succès, perçu comme une preuve de «parti pris» à l'encontre du Greffe, ne devrait-il pas plutôt inspirer fierté et admiration au Greffier?

92. *Le Greffier a déclaré que le rapport contenait des erreurs matérielles et des conclusions non fondées auxquelles on ne s'attendrait normalement pas de la part d'auditeurs et d'enquêteurs professionnels, ce qui semblait indiquer que le Bureau avait en vue d'autres fins que de découvrir la vérité et de donner une idée exacte des faits.*

Premièrement, le Bureau des services de contrôle interne souligne que la seule «fin» à laquelle il tend est celle qu'a fixée pour lui l'Assemblée générale quand elle l'a prié d'effectuer une inspection du Tribunal. Deuxièmement, lorsque le projet de rapport a été présenté, l'objectif était de donner aux cinq personnes directement concernées (voir par. 4) la possibilité de porter d'éventuelles erreurs à l'attention du BSCI. Celui-ci déplore que les observations du Greffier, en dépit de leur longueur et de leur véhémence, n'aient apporté que très peu de renseignements factuels. En outre, s'il conteste certaines conclusions du Bureau, qui reposeraient sur des données erronées, le Greffier n'a jamais, ni dans ses observations écrites, ni au cours des quelque 12 heures d'entretien qui ont suivi l'étude sur le terrain, puis la publication du projet de rapport, mis le doigt sur les erreurs qui seraient venues vicier les conclusions en question.

93. *Selon le Greffier, les méthodes d'enquête de l'équipe – qui avait intimidé ou harcelé certaines personnes pour obtenir des informations négatives sur l'administration du Tribunal et dorloté celles dont il était de notoriété publique qu'elles nourrissaient des griefs personnels à l'encontre de l'administration – n'étaient pas de nature à inspirer confiance dans l'objectivité de l'opération.*

Le Bureau s'insurge contre ces assertions et tient à affirmer que ses auditeurs et enquêteurs se conforment aux normes de la profession. Il convient de noter que le Greffier n'a formulé de telles accusations ni au cours de l'inspection, ni lors de la conférence de clôture, mais uniquement après réception du projet de rapport, qu'il a perçu comme critique à l'égard de son administration. Il ne nomme pas ceux que le Bureau aurait «intimidés ou harcelés» pour obtenir des informations susceptibles de donner une idée «négative» de l'administration du Greffe, et aucune des personnes interrogées ne s'est plainte auprès du BSCI, à l'exception des conseils de la défense impliqués dans les transactions financières privées décrites plus haut.

94. *Selon le Greffier, la plupart des conclusions de l'équipe, qui comportaient une critique du fonctionnement du Tribunal étaient injustifiées, sans fondement objectif, ou*

*basées sur des infractions mineures dont la gravité avait été exagérée de façon tendancieuse. Les recommandations qui figuraient dans le rapport, si elles contenaient de nombreuses suggestions utiles et pertinentes, révélaient de sérieux partis pris en faveur d'un certain groupe et n'étaient, en fait, que le reflet d'idées dont l'administration du Tribunal elle-même avait informé le Bureau qu'elle s'efforçait de les mettre en pratique. Les recommandations étaient, pour beaucoup, superflues ou inopportunes.*

Le Bureau des services de contrôle interne laisse au Secrétaire général le soin de juger de l'utilité de ses recommandations. Il se félicite que beaucoup de celles-ci coïncident avec des mesures que le Greffier envisage de prendre, mais n'a pas encore adoptées ou appliquées. Toutefois, il ne peut souscrire à son interprétation de la situation. Lorsqu'un montant de 1 million de dollars est consacré chaque année à la défense des accusés sans que le Tribunal ait élaboré de politiques ou de procédures en la matière, que le Conseiller juridique du Greffier procède à des transactions financières privées avec les conseils de la défense et que les ressources du Fonds d'affectation spéciale, d'un montant de 7 millions de dollars, sont engagées sans qu'il existe de politiques ou de procédures écrites régissant leur utilisation, on ne peut pas, de l'avis du Bureau, parler d'«infractions mineures dont la gravité a été exagérée de façon tendancieuse».

95. *Selon le Greffier, le fait que le projet de rapport ait été (au moins en partie) communiqué à certaines personnes, en particulier au Siège, bien avant d'être présenté à l'administration du Tribunal pour qu'elle puisse formuler des observations, constituait une infraction grave et lourde de conséquences aux règles de confidentialité qui s'appliquaient normalement dans ce domaine et soulevait à nouveau la question des fins recherchées. Dès le début du mois de novembre, le Greffier avait rencontré au Siège des personnes qui l'avaient entretenu du projet de rapport du Bureau, pensant qu'il en avait déjà pris connaissance.*

Le Bureau des services de contrôle interne est curieux de savoir comment des personnes que le Greffier a rencontrées à New York au début du mois de novembre auraient pu l'entretenir d'un projet de rapport qui n'avait pas encore été établi et n'a été publié qu'à la fin du mois de novembre; il se demande aussi pourquoi le Greffier n'a pas soulevé la question à ce moment-là. Le projet de rapport a été établi dans le respect le plus strict des procédures applicables (qui sont exposées dans le document ST/SGB/273, en date du 7 septembre 1994) et n'a été communiqué qu'aux cinq directeurs de programme dont les bureaux étaient directement concernés par les activités à l'examen (voir par. 4).

## IV. Le Bureau du Procureur

96. De très nettes améliorations ont été constatées également au Bureau du Procureur à Kigali depuis la dernière inspection du BSCI. Le nouveau Procureur adjoint a su instaurer un nouvel esprit au Bureau qui, réorganisé, se compose désormais de la Section des poursuites et de la Section des enquêtes, toutes deux secondées par le Groupe du traitement des informations et des éléments de preuve.

### A. Autorité

97. Depuis mai 1997, le Bureau du Procureur est dirigé par un Procureur adjoint, venu du Cameroun. De l'avis de la majorité des membres du personnel interrogés par le Bureau, depuis sa nomination, le vide de pouvoir décrit dans le premier rapport d'inspection a été comblé. De surcroît, l'équipe juridique a été renforcée par l'arrivée d'un substitut de haut niveau possédant une vaste expérience en matière de poursuites, qui conseille ses collègues dans la conduite de leurs procès. Le personnel est à présent bien encadré.

98. Qui plus est, les lacunes en matière de poursuites relevées antérieurement par le BSCI ont été comblées. Le nouveau Procureur adjoint a élaboré et mis en place avec succès une nouvelle stratégie axée sur la poursuite des principaux suspects du crime de génocide et autres crimes de guerre. Il a également noué des négociations régulières avec de hauts fonctionnaires du Rwanda et d'autres pays.

99. Cette nouvelle stratégie a permis d'améliorer la coopération non seulement entre le Tribunal et le Gouvernement rwandais, mais aussi entre le Gouvernement rwandais et d'autres gouvernements qui appuient le Tribunal. Cette coopération a donné des résultats tangibles, notamment au cours de la récente opération menée conjointement par le Bureau du Procureur et les autorités kényennes, qui a permis d'appréhender, essentiellement à Nairobi, plusieurs des principaux suspects qui avaient occupé des postes élevés dans les services publics, les forces armées et les médias. Les médias de Nairobi, qui se sont faits largement l'écho de cette opération, l'ont décrite comme la première réalisation importante du Tribunal depuis sa création. De plus, elle a permis de rehausser le prestige du Bureau du Procureur auprès des citoyens rwandais qui ont appris, souvent pour la première fois, que le Tribunal accomplissait sa mission.

### B. Effectifs

100. Ces résultats positifs n'empêchent pas que le Bureau du Procureur a besoin d'un appui considérable pour remplir son mandat. Le Bureau des services de contrôle interne a constaté que l'un des grands problèmes auxquels se heurtait le Bureau du Procureur était le manque persistant de personnel. Il a besoin de davantage de personnel qualifié et expérimenté, en particulier d'enquêteurs et de pénalistes. Le personnel détaché a quitté le Bureau en juillet 1997 et le volume de travail des équipes d'enquêteurs s'est trouvé considérablement accru. Le Département de la gestion a autorisé le Tribunal à accepter du personnel détaché jusqu'au 30 juin 1998 seulement. Toutefois, le Procureur estime que le Bureau devrait être autorisé à accepter des personnes détachées jusqu'à ce que le taux de vacance atteigne un niveau acceptable ou jusqu'à la fin de 1998, conformément à la résolution 51/243 de l'Assemblée générale relative au personnel fourni à titre gracieux, en date du 15 septembre 1997. Le BSCI partage cet avis. Étant donné les procès à venir, les effectifs doivent être renforcés d'urgence. Le Bureau a aussi besoin de traducteurs-interprètes expérimentés.

## V. Les Chambres

101. Le Tribunal se compose de 11 juges, dont trois pour chacune des deux Chambres de première instance et cinq pour la Chambre d'appel. À leur dernière session plénière, tenue en juin 1997, les juges ont réélu le juge Laity Kama pour un deuxième mandat de président du Tribunal et le juge Yakov Ostrovsky, pour un deuxième mandat de vice-président.

102. Lorsque la seconde salle d'audience sera achevée, à la fin de septembre, les deux Chambres de première instance pourront fonctionner simultanément. Les procès en instance sont nombreux, ce qui se traduira par un nombre élevé de journées d'audience pour les juges. On s'attend à ce que le rôle du Tribunal soit chargé.

103. La plupart des juges ont déclaré au BSCI que les relations de travail entre les Chambres et le Greffe s'étaient considérablement améliorées depuis la nomination du nouveau Greffier. Le Bureau a été en outre informé que le Président du Tribunal intervenait désormais comme il convenait dans les activités du Greffe après que le Bureau des affaires juridiques eut prêté son concours à la mise au point de directives. Par ailleurs, des réunions sont consacrées régulièrement à l'examen de questions d'intérêt commun.

104. Les juges ont toutefois fait observer qu'ils n'étaient pas consultés lors de la sélection du personnel d'appui des Chambres. Ils souhaiteraient essentiellement participer à la sélection de leurs assistants juridiques et avoir leur mot à dire dans le renouvellement de leur contrat. Comme on l'a indiqué par ailleurs, plusieurs juges ont exprimé leur inquiétude au sujet de leur propre sécurité. En outre, un certain nombre d'entre eux se sont plaints de l'absence de documentation juridique, d'accès aux bases de données d'Internet et de télécopieurs réservés. Il fallait que les juges disposent de bureaux appropriés qui non seulement garantissent leur sécurité, mais aussi reçoivent la lumière du jour et soient naturellement ventilés.

105. *Le Greffier a fait savoir qu'il consulterait les juges à propos de la sélection de leurs assistants juridiques. Il a ajouté que l'on s'employait à améliorer les moyens d'appui technique, ainsi que la sécurité des juges.*

## VI. Conclusions

106. Sous bien des rapports, le Tribunal fonctionne beaucoup mieux qu'il y a un an. Le Bureau du Procureur connaît un nouveau dynamisme et dispose d'une nouvelle stratégie en matière de poursuites qui a déjà porté ses fruits. Cette réussite est dans une large mesure à porter au crédit du nouveau Procureur adjoint qui, avec l'appui du Procureur, a réorganisé et dynamisé le Bureau du Procureur. Le nouveau Greffier, le nouveau Chef de l'administration et le nouveau Procureur adjoint se sont employés à apporter des améliorations. Les relations cordiales qui ont été établies avec les Chambres ainsi qu'avec le Bureau du Procureur sont le résultat des efforts du nouveau Greffier, qui a su instaurer un climat de dévouement, de coopération et de collégialité parmi le personnel du Greffe.

107. Plusieurs domaines qui laissent encore à désirer ont toutefois été relevés au Greffe. Ces conclusions ne visent en rien à minimiser les réalisations que le Greffe a pu accomplir en très peu de temps. En outre, le BSCI a constaté que le Département de la gestion et le Bureau des services juridiques avaient apporté une très importante contribution en temps et en personnel, dont les effets sont manifestes. Il faudra qu'ils continuent à s'occuper du Tribunal afin de résoudre ou prévenir les problèmes.

108. Le Bureau a constaté que certains domaines présentaient toujours des problèmes : achats, recrutement, personnel, protection des témoins et gestion des biens. Le Greffe s'emploie à améliorer l'exécution de ces différentes fonctions, mais il reste beaucoup à faire. Des mesures correctives

doivent en outre être prises dans les domaines suivants : fonds d'affectation spéciale, gestion des conseils et relations avec la presse et information.

## VII.

### Recommandations au Tribunal

109. Les vacances de poste au Greffe et au Bureau du Procureur continuent d'empêcher le Tribunal de s'acquitter intégralement de son mandat et les postes vacants devraient être pourvus sans tarder par du personnel qualifié. Dans le cas du Greffe, il faudrait nommer un Greffier adjoint et d'autres agents ayant l'expérience requise de la gestion des salles d'audience. Pour ce qui est du programme de protection des témoins, il est recommandé que le Greffier demande aux États Membres de l'aider à trouver des personnes possédant l'expérience spécialisée et indispensable de la protection des témoins. Il est en outre recommandé que le Greffe demande aux services de presse du Siège et du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie de l'aider à définir les critères de sélection et à sélectionner les candidats. (CS97/134/001)

110. Étant donné que le Procureur adjoint a régulièrement des entretiens de haut niveau avec les pouvoirs publics dans le cadre des enquêtes dont le charge le Procureur, qui a le rang de secrétaire général adjoint, il est recommandé de reclasser son poste au rang de sous-secrétaire général. (CS97/134/002)

111. Le Chef de la Section des finances, à qui il incombe d'appliquer le Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, a enfreint le Règlement et s'est immiscé dans la procédure d'achat, sans toutefois en retirer un avantage personnel, lors de l'acquisition de biens et services pour le compte du Tribunal. Il faudrait donc l'avertir que cela ne doit pas se reproduire. (CS97/134/003)

112. Le conseiller juridique du Greffier devrait être quelqu'un de circonspect sur le plan légal. Or, le titulaire actuel du poste s'est livré avec des conseils à des transactions au cours desquelles des fonds personnels ont changé de mains; il devrait en conséquence être réaffecté. (CS97/134/004)

113. L'assistant financier dont le licenciement avait été recommandé dans le rapport précédent, pour avoir touché une double avance de traitement jusqu'à ce que ce double versement soit découvert, et qui a démontré en outre qu'il n'était pas fait pour occuper des postes liés à la gestion des fonds du Tribunal, devrait faire l'objet de mesures administratives et disciplinaires appropriées. (CS97/134/005)

114. La gestion du Fonds d'affectation spéciale d'un montant de 7 millions de dollars devrait obéir à des principes directeurs et procédures régissant la sélection, l'évaluation et le contrôle de projets et programmes financés au moyen de ces contributions volontaires d'États Membres. Ces procédures devraient être élaborées par le Greffier, en consultation avec le Président du Tribunal et le Procureur, et approuvées par le Département de la gestion. (CS97/134/006)

115. Les montants décaissés au titre des honoraires des conseils se chiffrent à près d'un million de dollars pour les neuf premiers mois de 1997, et ce montant devrait augmenter considérablement en 1998. Il est donc recommandé d'établir sans tarder des directives pour l'examen et l'approbation des notes d'honoraires des conseils. De surcroît, le Greffe devrait adopter le code de conduite des conseils qui a été élaboré par le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie. Il est recommandé en outre que l'on envisage de réviser l'article 44 du Règlement de procédure et de preuve de façon à exiger que les conseils possèdent l'expérience requise. (CS97/134/007)

116. Le Greffe et le Bureau du Procureur ont reconnu l'existence de problèmes d'obtention et de gestion des biens du Tribunal, liés, d'une part, au manque de personnel et, d'autre part, aux conditions d'emploi. Il est toutefois indispensable que le Greffe et le Bureau du Procureur collaborent afin d'assurer que les biens dont ils disposent, et notamment les véhicules et les ordinateurs, soient correctement répartis et que leur utilisation soit soumise au contrôle de gestion approprié. Par ailleurs, dans le cas des achats effectués par l'intermédiaire du Siège de New York, il est recommandé que le Siège s'en tienne aux échéanciers fixés pour chaque phase de la procédure d'achat, de l'avis d'appel d'offre à la livraison des biens et à la fourniture des services. En outre, le Comité local des marchés qui, de l'avis du BSCI, peut éviter efficacement toute pratique inappropriée en matière d'achat, devrait également être composé de représentants du personnel des deux autres fonctions et des utilisateurs, c'est-à-dire les Chambres et le Bureau du Procureur. (CS97/134/008)

117. Le Bureau des services de contrôle interne estime qu'aucune des installations louées par le Tribunal ne lui fournit la sécurité suffisante ou le type de locaux qu'exige l'exécution efficace de son mandat. Il est donc recommandé qu'au lieu de consacrer des sommes considérables à l'adaptation des installations existantes, le Tribunal envisage la possibilité d'obtenir le financement nécessaire pour des locaux appropriés dans chacun des pays hôtes, éventuellement en partageant des locaux avec d'autres bureaux des Nations Unies ou d'autres organisations internationales. Le niveau de sécurité requis et la confidentialité voulue seraient ainsi assurés et le Tribunal disposerait de tous les locaux, y compris d'appui, dont il a besoin. (CS97/134/009)

(Signé) Karl Th. **Paschke**  
Le Secrétaire général adjoint  
aux services de contrôle interne



## Annexe

## État de l'application des recommandations relatives au Tribunal criminel international pour le Rwanda formulées par le Bureau des services de contrôle interne dans le document A/51/789

No	Recommandation	Situation
1	Le Département de l'administration et de la gestion devrait être l'entité du Secrétariat désignée pour fournir un appui et des directives au Greffe.	Appliquée et en vigueur
2	Il conviendrait de faciliter et de promouvoir les relations entre le Tribunal pour le Rwanda et le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie. Les deux tribunaux devraient mettre en commun leurs compétences techniques, comme ils le font déjà, par exemple en faisant appel aux compétences du Procureur à l'occasion d'examen conjoints des actes d'accusation et d'analyses communes. Des contacts analogues au niveau des enquêtes seraient utiles à la fois au stade de l'élaboration et de l'articulation de stratégies et sur le plan opérationnel, pour des questions telles que l'utilisation d'informateurs.	Appliquée et en vigueur
3	Le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, qui a été créé plus tôt et dont le Greffe est mieux établi, devrait servir de modèle et de référence pour les problèmes restant à résoudre au Greffe à Arusha.	Appliquée et en vigueur
4	Avec l'aide du Bureau des affaires juridiques, le Tribunal devrait définir clairement le rôle du Greffier, la portée de ses activités et les autorités dont il relève, compte tenu des définitions figurant dans son statut, afin que l'indépendance des Chambres et du Bureau du Procureur soit pleinement reconnue et que l'accent soit mis sur la fonction de service qui incombe au Greffe.	Appliquée et en vigueur
5	Le Président du Tribunal devrait superviser les activités du Greffe, comme prévu dans le Règlement de procédure et de preuve du Tribunal. Il devrait notamment approuver les voyages du Greffier.	Appliquée avec certains aménagements
6	Un Greffier adjoint ayant une vaste expérience de l'administration des tribunaux devrait être nommé le plus rapidement possible.	Appliquée en partie
7	Le Greffier devrait tenir des réunions périodiques avec le Président du Tribunal et le Procureur adjoint afin d'examiner les besoins de ses clients et de résoudre les problèmes éventuels.	Appliquée et en vigueur
8	Le Greffe devrait établir des contrôles internes adéquats pour assurer l'application des règles et règlements de l'ONU, en particulier en ce qui concerne la gestion de la trésorerie, la gestion des biens, les états de paie, les indemnités et prestations, les achats, les notifications administratives et l'information financière.	Appliquée en partie
9	Il conviendrait de renforcer le service administratif à Kigali et de déléguer les pouvoirs nécessaires pour permettre au responsable de l'administration de fournir tous les services administratifs courants au Bureau du Procureur.	Sans suite à ce jour
10	Avec l'appui et l'aide de la Division de l'administration et de la gestion, le Greffier devrait nommer aux postes clés du personnel qualifié ayant les compétences et l'expérience professionnelle requises. Lors du recrutement du personnel, il conviendrait d'accorder davantage d'attention aux compétences linguistiques en anglais et en français, qui sont les deux langues de travail du Tribunal. Il conviendrait d'envisager d'accroître le nombre de postes internationaux pour le Tribunal.	Appliquée en partie
11	Le Greffe devrait, avec l'aide du Bureau des affaires juridiques, chercher à obtenir du gouvernement du pays hôte un accord écrit exposant en détail les clauses et conditions régissant la construction et l'utilisation du quartier pénitentiaire à Arusha.	Appliquée en partie
12	Le Greffe devrait établir des procédures pour faire en sorte que les contributions en nature soient comptabilisées et utilisées conformément aux règles et règlements de l'ONU et aux intentions des donateurs, et le Greffier et le Procureur devraient être pleinement informés de tout accord conclu à cet égard.	Sans suite à ce jour
13	Le Greffe devrait ouvrir des comptes bancaires en dollars à Arusha et à Kigali afin que les paiements en espèces et les avoirs en numéraire soient réduits au minimum et que le personnel et les fournisseurs puissent être payés par chèque.	Appliquée
14	Le Greffe devrait, avec le concours du personnel et l'aide financière du Secrétariat, prendre immédiatement des mesures pour corriger les comptes, établir les rapports financiers en retard et inscrire tous les fonctionnaires sur les états de paie.	Appliquée en partie
15	Le Greffe devrait s'employer immédiatement à obtenir le remboursement des excédents de traitement et d'indemnités qui ont été versés.	Appliquée en partie
16	Les postes «empruntés» par le Greffe devraient être restitués au Bureau du Procureur et pourvus sans retard.	Appliquée en partie

<i>No</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Situation</i>
17	Le Procureur devrait choisir comme Procureur adjoint une personne ayant de grandes qualités de chef et une expérience professionnelle de la direction d'un parquet et d'importantes enquêtes criminelles.	Appliquée
18	Le Procureur devrait, avec l'aide du Bureau de la gestion des ressources humaines, choisir, pour les recruter sans tarder, des pénalistes expérimentés, ayant en particulier une expérience correspondant aux besoins institutionnels du Tribunal.	Appliquée en partie
19	Avec l'aide du Bureau de la gestion des ressources humaines, le Procureur devrait dispenser une formation suffisante aux substituts. Une supervision étroite est indispensable pour déterminer s'ils sont prêts à soutenir l'accusation dans ces affaires extrêmement importantes.	Appliquée
20	Les postes d'enquêteur principal devraient être occupés par des fonctionnaires pleinement responsables devant le Procureur et l'ONU. Le Procureur devrait choisir, et le Greffier recruter, avec l'aide du Bureau de la gestion des ressources humaines, des enquêteurs qualifiés ayant l'expérience et les compétences requises pour superviser et mener les enquêtes.	Appliquée en partie
21	Le Procureur devrait revoir la décision de faire appel aux services du petit nombre d'experts légistes qui travaillent également pour le Bureau du Procureur du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie car elle risque de retarder le travail considérable qui reste à accomplir au Rwanda. Le Greffe devrait mobiliser, en consultation avec le Procureur, les ressources nécessaires pour financer cette tâche spécialisée.	Appliquée
22	Le Procureur devrait prendre d'urgence des mesures pour s'assurer les services de spécialistes du renseignement ayant l'expérience voulue pour coordonner la stratégie à suivre afin d'exploiter les pistes, de les évaluer et de définir leur priorité.	Appliquée en partie
23	Le Greffe devrait donner la priorité aux questions de sécurité à Kigali et à Arusha, et notamment veiller à pourvoir les postes vacants et à accroître le nombre de postes pour répondre aux nouveaux besoins créés par l'élargissement des programmes d'aide aux témoins et l'ouverture des procès.	Appliquée en partie
24	Compte tenu des difficultés causées par l'absence de l'infrastructure judiciaire nécessaire à Kigali, le Bureau du Procureur à La Haye et le Bureau des affaires juridiques devraient renforcer leur appui pendant que le Greffe cherche à mobiliser des ressources supplémentaires.	Appliquée
25	Comme le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires l'a fait observer dans son rapport du 10 mars 1995 (A/49/7/Add.12), la Section de l'aide aux victimes et aux témoins, qui fait actuellement partie du Greffe, devrait être intégrée au Bureau du Procureur. Elle devrait être dirigée par du personnel expérimenté ayant la formation nécessaire dans ce domaine spécialisé. Comme la plupart des témoins parlent le kinyarwanda, il faudrait qu'elle compte au moins quelques personnes qui connaissent cette langue. Le soin de fournir une assistance aux témoins à décharge, qu'il ne serait pas approprié de confier au Bureau du Procureur, pourrait être délégué au responsable du Greffe qui s'occupe de toutes les questions relatives à la défense, et qui pourrait faire appel à l'expérience du Groupe de protection des témoins du Bureau du Procureur, selon que de besoin.	Sans suite à ce jour
26	Étant donné que les premiers témoins ont déjà été entendus au cours du premier procès, le Greffier devrait mettre en place sans tarder un programme pour la période postérieure au procès. Le Procureur pourrait, en consultation avec le Bureau des affaires juridiques, mettre en place un programme utilisant les ressources largement sous-utilisées du Fonds d'affectation spéciale.	Sans suite à ce jour